



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interdépartementale
des routes Nord**

Remplacement et réparation des joints de chaussée et de trottoir
sur ouvrages d'art.

Fascicule des règles générales de sécurité

Annexe à la NESC

FASCICULE DES RÈGLES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ ET D'INTERVENTION SUR LE RÉSEAU DE LA DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES NORD

Table des matières

OBJET DU FASCICULE.....	4
Article 1.1 - Objet du fascicule.....	4
CHAPITRE 2 - RÈGLES GÉNÉRALES, communes à tous les travaux et prestations.....	6
Article 2.1 - Opération avant ouverture de chantier.....	6
Article 2.2 – Interruption des travaux.....	7
Article 2.3 – Transport et évolution des ouvriers.....	7
Article 2.4 – Protection individuelle des agents.....	7
Article 2.5 – Information du personnel.....	8
CHAPITRE 3 - RÈGLES DE CIRCULATION et de stationnement.....	8
Article 3.1 – Entrée et sortie de chantier.....	8
Article 3.2 – Stationnement sur BAU hors chantier balisé.....	8
Article 3.3 – Traversée du terre-plein central.....	8
Article 3.4 – Les véhicules et engins lents ou non immatriculés.....	8
Article 3.5 – signalisation portées des véhicules.....	10
CHAPITRE 4 – LA SIGNALISATION DE CHANTIER.....	12
Article 4.1 – Ouverture du chantier.....	12
Article 4.2 – Provenance et manutention des signaux.....	12
Article 4.3 – Gardiennage de la signalisation.....	12
Article 4.4 – Balisage de la zone de chantier.....	12
CHAPITRE 5 – CONSIGNES RELATIVES AUX INTERVENTIONS SOUS CIRCULATION.....	14
Article 5.1 – Consignes générales.....	14
Article 5.2 – Consignes particulières en relation avec les travaux à réaliser.....	14
CHAPITRE 6 – Accident.....	14
Article 6.1 – Je suis témoin d'un accident de circulation.....	14
Article 6.2 – Accidents matériel sur balisage (fixe ou mobile) ou sur véhicule de chantier.....	15
Article 6.3 – Accident du travail.....	15
CHAPITRE 7 – Prise en compte du présent fascicule.....	16
ANNEXE 1 : Carte des services de la DIR Nord.....	17
ANNEXE 2 : Caractéristiques des panneaux.....	18
ANNEXE 3 : Liste des personnels intervenants sur le chantier.....	19

CHAPITRE 1 - OBJET DU FASCICULE

Article 1.1. Article 1.1 - Objet du fascicule

L'attention de l'Entrepreneur¹ est attirée sur les conditions de travail sur une route en service.

Ces conditions de travail sont particulières en raison :

- Du danger créé par la circulation ;
- De la vitesse élevée des véhicules ;
- Des restrictions à apporter à la circulation ;
- De la signalisation temporaire à placer préalablement à l'ouverture des chantiers.

Afin de diminuer les risques d'accidents, des règles générales et des consignes particulières de sécurité et de circulation sont imposées. Le présent fascicule définit les règles générales de sécurité pour tous les travaux ou prestations à exécuter sur le domaine routier de la DIR Nord et ses dépendances.

Selon la nature des travaux à exécuter et compte-tenu des circonstances propres à chaque intervention, des consignes complémentaires² de sécurité et de circulation, pourront être notifiées à l'Entrepreneur.

Celles-ci seront ;

- Soit annexée au présent fascicule ;
- Soit contenues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché ;
- Soit contenues dans la Notice d'Exploitation Sous Chantier (NESC).

Le présent fascicule ne dispense pas l'Entrepreneur et la DIR Nord de la mise en œuvre des formalités légales édictées par :

- Le [Décret 92-158 du 20 février 1992](#) ; visite préalable des lieux de travail, évaluation des risques professionnels, définition des mesures qui doivent être prises par chaque entreprise en vue de prévenir les risques, formalisation par écrit d'un plan de prévention si les travaux ont une durée supérieure à 400 heures sur l'année (exemple : 5 personnes x 8 heures x 10 jours) ou si les travaux sont dangereux comme précisé dans l'[arrêté du 19 mars 1993](#) relatif aux travaux dangereux pour lesquels un plan de prévention est obligatoirement écrit ;
- Le [Décret 94-1159 du 26 décembre 1994](#) relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, modifié et complété par le Décret 2003-68 du 24 janvier 2003 (Désignation d'un coordonnateur SPS) et l'[arrêté du 25 février 2003](#) pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.

Par ailleurs, il est rappelé ;

- Article R4511-6 du CT:

¹ - le terme « Entrepreneur » est donné à toute entité extérieure effectuant des travaux ou des prestations sur le réseau routier de la DIR Nord ou sur ces dépendances

² - ne remettant pas en cause sur le fond les règles définies dans ce fascicule

Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'il emploie.

- Article R4511-9 du CT:

Le chef de l'entreprise extérieure ne peut déléguer ses attributions qu'à un travailleur doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires. Ce dernier est désigné, lorsque c'est possible, parmi un des travailleurs appelés à participer à l'exécution des opérations prévues dans l'établissement de l'entreprise utilisatrice.

- Article R4511-10 du CT:

Les chefs des entreprises extérieures font connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice :

- 1° La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;
- 2° Le nombre prévisible de travailleurs affectés ;
- 3° Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- 4° Les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;
- 5° L'identification des travaux sous-traités.

CHAPITRE 2 - CHAPITRE 2 - RÈGLES GÉNÉRALES, COMMUNES A TOUS LES TRAVAUX ET PRESTATIONS

Article 2.1. Article 2.1 - Opération avant ouverture de chantier

Si le chantier s'intègre dans le cadre de l'arrêté permanent³ du secteur⁴ concerné, **8 jours ouvrés avant l'ouverture du chantier**, l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu de se mettre en rapport avec le chef de Centre d'Entretien et d'Intervention⁵ ou de son représentant. **Dans le cas contraire⁶, ce délai est porté à 30 jours ouvrés pour la création d'un arrêté temporaire de police de circulation⁷.**

À cette occasion ;

Il sera convenu du nom du responsable de l'entreprise qui sera en permanence sur le chantier, ce responsable sera habilité par délégation (personne doté de l'autorité, de la compétence et des moyens pour l'entrepreneur) à recevoir tout ordre relatif à l'exécution des travaux et à la sécurité.

Et recevra contre décharge :

- Les autorisations d'intervention sur le réseau⁸ ;
- Un exemplaire du présent fascicule des règles générales de sécurité ;
- Le(s) schéma(s) de signalisation temporaire applicable(s) aux travaux⁹ ;
- Les consignes particulières¹⁰.

L'entrepreneur s'engage également :

- À remettre au gestionnaire du réseau concerné ;
 - la liste de ses personnels accompagnés de leur carte d'identification des salariés du BTP¹¹, de leur autorisation de conduite intégrant¹² les certificats d'aptitude à la conduite en sécurité en court de validité.
 - à compter du 1^{er} janvier 2018, tous les personnels (opérateur ou encadrant) intervenant directement ou en préparation administrative et technique dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés doivent être détenteur de l'AIPR¹³ (*Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux*)
 - la liste et l'immatriculation des matériels qui seront mobilisés durant les travaux sur le chantier.

3 - Sauf cas de force majeure

4 - Nord ou, du Pas-de-calais ou, de la Somme ou, de l'Aisne ou, de l'Oise ou, des Ardennes ou, de la Marne.

5 - cf annexe 1.

6 - Le chantier doit faire l'objet d'un arrêté temporaire de police de circulation.

7 - [Cerfa n°14024*01](#)

8 - Concernant les autorisations spéciales prévues à l'[article R432-7 du Code de la Route](#), pour les interventions sur autoroute, route expresse ou route nationale, les véhicules et les personnels des entreprises doivent être munis d'une autorisation spéciale. Cette autorisation sera délivrée par le Directeur interdépartemental des routes du Nord conformément à l'arrêté préfectoral portant délégation de signature ou, sur délégation de celui-ci, par le chef de d'AGR ou de District concerné. Une liste nominative des personnels et des véhicules appelés à intervenir sur le domaine public autoroutier sera requise.

9 - Que la signalisation de chantier soit ou non réalisée par l'entrepreneur

10 - Confère article 5.2.

11 - [Décret n° 2016-175 du 22 février 2016](#) relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics - réaliser une demande de [carte d'identification professionnelle](#)

12 - s'ils en sont détenteurs

13- Détail des textes applicables : [article R. 554-31 du code de l'environnement](#), [articles 20 à 22 et article 25 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié](#), [arrêté encadrant l'examen par QCM](#)

- À réaliser la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)¹⁴. Les travaux prévus à proximité de canalisations et réseaux enterrés doivent être déclarés à leurs exploitants, avant leur exécution, au moyen de la déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) par l'exécutant des travaux. Toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation du guichet unique, [accessible en ligne](#), qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire.

Article 2.2. Article 2.2 – Interruption des travaux

A] Interruption des travaux liée à l'exploitation

Le représentant du maître d'œuvre, à défaut le chef de District ou son représentant, a le pouvoir d'imposer soit l'adaptation des dispositions d'exploitation soit l'interruption immédiate des travaux puis l'évacuation des engins lorsque par suite de circonstances imprévues ou lorsque l'écoulement du trafic est particulièrement perturbé (phénomènes météorologiques, présence d'obstacles sur les chaussées, accidents, etc.). Charge reste à l'entreprise, de prendre toute mesure conservatoire pour le maintien de la sécurité des usagers

B] Interruption des travaux pour non-respect des règles de sécurité

Lorsque les règles de sécurité ou les consignes d'exécution ne sont pas respectées, le représentant du maître d'œuvre, à défaut le chef de District ou son représentant, a le pouvoir d'imposer l'interruption immédiate des travaux, sans avertissement préalable et sans dédommagement.

Article 2.3. Article 2.3 – Transport et évolution des ouvriers

Le transport des ouvriers sur le chantier est assuré par l'entrepreneur. Le personnel descend ou monte des véhicules, qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans risque. Dans la mesure du possible, les ouvriers utilisent les portières du côté opposé au trafic.

Le port de la ceinture de sécurité reste obligatoire pour circuler à l'intérieur d'une zone balisée.

Sauf cas de force majeure justifié¹⁵, la traversée à pied des voies circulées est interdite. Si, pour les besoins des travaux un court déplacement à pied des ouvriers, en amont ou en aval de la zone balisée, est nécessaire, il s'effectuera en file indienne et exclusivement à la limite de la plate-forme. En tout état de cause, hors des voies laissées libres à la circulation et si possible derrière un dispositif de retenu.

Article 2.4. Article 2.4 – Protection individuelle des agents

Les agents intervenant à pied sur le domaine routier doivent être constamment visibles tant par les usagers que par les conducteurs d'engins circulant sur chantier.

Le personnel de chantier sera constamment équipé d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme ISO NF EN 20471 de classe 3 (haut + bas).

¹⁴ - [décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011](#)

¹⁵ - Sous circulation, la traversée à pied de la chaussée sera toujours exceptionnelle et devra être justifiée. Elle ne se fera que sous surveillance du responsable de l'entreprise, perpendiculairement à l'axe de la chaussée et en groupe compact.

En fonction de la nature de l'intervention, d'autres équipements de protection individuelle peuvent être nécessaires et/ou obligatoires (chaussures de sécurité, casque, gants...).

Article 2.5. Article 2.5 – Information du personnel

L'entrepreneur s'engage à porter les présentes règles de sécurité à la connaissance de son personnel, du personnel des entreprises sous-traitantes, des fournisseurs, des dépanneurs, loueurs et visiteurs appelés à se rendre sur le chantier. Il s'assure qu'elles sont effectivement respectées.

CHAPITRE 3 - CHAPITRE 3 - RÈGLES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

Article 3.1. Article 3.1 – Entrée et sortie de chantier

Les entrées et sorties de la zone de chantier se feront par les passages identifiés et spécialement aménagés à cet effet et toujours dans le sens de circulation.

Toute manœuvre hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite. Par ailleurs, les engins et camions doivent impérativement être munies d'un bruiteur de recul.

À l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.

Article 3.2. Article 3.2 – Stationnement sur BAU hors chantier balisé

La règle de base est de privilégier un arrêt sécurisé : accès de service, surlargeur, refuge...

Les arrêts et stationnements sur Bande d'Arrêt d'Urgence peuvent être autorisés après concertation avec le gestionnaire du réseau concerné. Cette autorisation est définie en fonction des critères de trafic, largeurs de BAU, visibilité, contraintes ponctuelles, durée de l'intervention, etc.

La signalisation portée par le véhicule en arrêt sur BAU, hors chantier balisé, doit rester en fonctionnement pendant toute la durée de l'arrêt (cf article 3.5 ci-dessous).

Article 3.3. Article 3.3 – Traversée du terre-plein central

La traversée du terre-plein central, par les véhicules ou engins de chantier, est strictement interdite sauf configuration d'exploitation spécifiquement validée par le maître d'œuvre.

Le passage d'une chaussée à une autre s'effectuera obligatoirement par l'intermédiaire des échangeurs ou des accès de service situés en accotement.

Article 3.4. Article 3.4 – Les véhicules et engins lents ou non immatriculés

A] Acheminement des véhicules et engins vers la zone de chantier

Ne sont autorisés à circuler sur autoroute que les véhicules et engins immatriculés dont les caractéristiques répondent aux règles du code de la route. Les autres véhicules et engins sont acheminés sur le chantier à l'aide de portes-engins adaptés, sauf accord préalable de l'exploitant et en présence effective des forces de l'ordre.

Si l'acheminement et le repli de ces véhicules et engins conduit à la formation de convois exceptionnels, ceux-ci devront être autorisés par l'exploitant en concordance avec la réglementation des convois exceptionnels.

Lors des déplacements des camions et engins, l'entreprise doit s'assurer que les chargements ou le positionnement des matériels n'engagent pas le gabarit des ponts, passerelles et lignes aériennes...

Lorsque des véhicules avec grue ou avec benne ont été utilisés sur une zone de chantier ou sur une aire, avant de circuler, le conducteur doit s'assurer :

- que le bras de la grue est convenablement replié,
- ou que la benne a été redescendue.

B] Manœuvres des véhicules et engins de chantier

Sur les routes bidirectionnelles et sur routes à chaussées séparées, il est interdit de stationner à l'extérieur de la zone balisée (y compris sur la bande d'arrêt d'urgence lorsque la voie de gauche est neutralisée) :

- la circulation s'effectue conformément au code de la route,
- toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite,
- les entrées et sorties de la zone de chantier se font par les passages spécialement aménagés à cet effet et toujours dans le sens de circulation,
- avant l'exécution de toute manœuvre, la priorité reste aux usagers,
- Les engins et camions doivent impérativement être munis d'un bruiteur de recul.
- il est interdit de s'approcher ou d'approcher un engin à moins de 3 m d'une ligne électrique jusqu'à 20.000 volts et à moins de 5 m d'une ligne au-delà de 20.000 volts,
- la vitesse est limitée à 30 km/h sur les voies neutralisées,
- l'utilisation des gyrophares est interdite :
 - sur les chantiers isolés de la circulation par des séparateurs modulaires de voies (SMV) ,
 - lorsque toutes les voies d'un sens de circulation sont neutralisées (basculement total),
 - lors des déplacements normaux sur les voies ouvertes à la circulation,

Consignes complémentaires spécifique aux routes à chaussées séparées :

- les portails des accès de service doivent être fermés, après chaque passage.
- pour accéder ou quitter le chantier, il est impératif d'utiliser la voie neutralisée comme voie de décélération ou d'accélération,
- la traversée du terre-plein central par les engins de chantier ou tout autre véhicule est interdite, sauf si les voies de gauche sont neutralisées dans les deux sens.
- le passage d'une chaussée à l'autre ne peut s'effectuer que par l'intermédiaire des échangeurs ou des accès de service,
- dans le cas de chantier mobile, signalé par deux Flèches Lumineuses de Rabattement (FLR), il est obligatoire de respecter les dispositions suivantes :
 - le véhicule « chantier » ne s'éloigne pas à plus de 100 m de la FLR de position,
 - le véhicule « chantier » est équipé d'un panneau AK5 avec tri flash et d'un gyrophare, ces équipements sont constamment en fonctionnement.
- Il est interdit d'empiéter, même momentanément, sur une voie sans que celle-ci ne soit neutralisée par une signalisation adaptée.

C] Parcage des véhicules et engins, stockage des matériaux

Seuls les véhicules strictement nécessaires à la réalisation du chantier sont autorisés à stationner dans la zone de chantier.

L'entreprise doit impérativement libérer les emprises (la ou les voies ainsi que la BAU) pour l'heure de remise en circulation sous peine de pénalité.

Pour les chantiers non protégés par des séparateurs modulaires de voies assurant également une fonction de retenue (ex : BT4), en période d'inactivité du chantier, aucun véhicule, engin ou matériaux ne doit être entreposé sur les voies neutralisées, les parties des chaussées demeurant à l'intérieur du balisage sont débarrassées de tout matériel ou matériaux de façon à :

- pouvoir être rendues à la circulation en cas de nécessité immédiate (accident, bouchon...),
- ne pas constituer d'obstacle dans la zone de sécurité pour un usager pénétrant intempestivement dans la zone du chantier.

À noter que les fouilles, tranchées et regards doivent être signalés et protégés efficacement.

Article 3.5. Article 3.5 – signalisation portées des véhicules

Tout véhicule en travail sur autoroute pour les besoins du chantier, devra être équipé de feux spéciaux

- *Les feux spéciaux*

Les feux spéciaux des véhicules à progression lente sont réglementés par l'arrêté du 4 juillet 1972 qui précise que les véhicules et engins contraints par nécessité de service de progresser lentement ou de stationner fréquemment sur les chaussées peuvent être dotés de feux spéciaux.

La 8^{ème} partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière impose cette disposition aux véhicules de signalisation, d'intervention et de travaux à l'arrêt ou en progression lente sur une chaussée ouverte à la circulation publique

Si ces véhicules assurent la signalisation mobile d'un chantier, ils portent en outre un panneau AK5 doté de trois feux R2 synchronisés.

- *La signalisation complémentaire*

Cette signalisation est constituée de bandes biaises rouges et blanches rétro-réfléchissantes dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987. La 8^{ème} partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière impose cette signalisation pour les véhicules de signalisation, d'intervention et de travaux à l'arrêt ou en progression lente sur une voie ouverte à la circulation publique.

- *Le panneau AK5 doté de feux de balisage et d'alerte*

Le panneau AK5 porté par un véhicule est normalement :

- x de la gamme petite ou miniature (70 cm/50cm de côté) pour les véhicules légers

- x de la gamme normale ou petite (1m/70cm de côté) pour les autres véhicules (y compris les fourgons).

Il est doté aux trois sommets de feux de balisage et d'alerte R2 synchronisés conformes à la norme NF P 98-475, dont la commande est indépendante de celle des feux spéciaux.

L'ensemble (panneau et feux) est visible de l'arrière et de l'avant du véhicule. Lorsque les véhicules ne sont pas en activité de chantier, le panneau AK5 rabattu, escamoté ou démonté.

CHAPITRE 4 - CHAPITRE 4 – LA SIGNALISATION DE CHANTIER

Article 4.1. Article 4.1 – Ouverture du chantier

L'ouverture du chantier est subordonnée à la mise en place de la signalisation réglementaire autorisée par un arrêté de restriction de circulation (permanent ou temporaire).

→ Dans le cas d'une signalisation temporaire mise en œuvre par la DIR Nord, un constat de conformité de signalisation co-signé sera produit.

→ Dans le cas d'une signalisation temporaire mise en œuvre par l'entrepreneur, un constat de conformité devra être établi contradictoirement avec le représentant du maître d'œuvre. Si une ou des non-conformités sont constatées, l'article 2.2 du présent fascicule s'appliquera et l'entrepreneur devra se mettre en conformité avant de reprendre le chantier.

Article 4.2. Article 4.2 – Provenance et manutention des signaux

En cas d'une signalisation de chantier réalisée par l'entrepreneur, l'ensemble du matériel de signalisation et ses accessoires seront fournis et mis en place par l'entrepreneur.

Les caractéristiques des panneaux et des signaux seront définies avec le centre d'entretien et d'intervention concerné et elles respecteront nécessairement la 8ème partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 4.3. Article 4.3 – Gardiennage de la signalisation¹⁶

Pendant les heures d'ouverture du chantier, l'entrepreneur assurera le gardiennage de la signalisation.

Pour les chantiers de nuit, ce contrôle portera également sur les appareils d'éclairage intégré au chantier (ex : éclairage des zones de basculement).

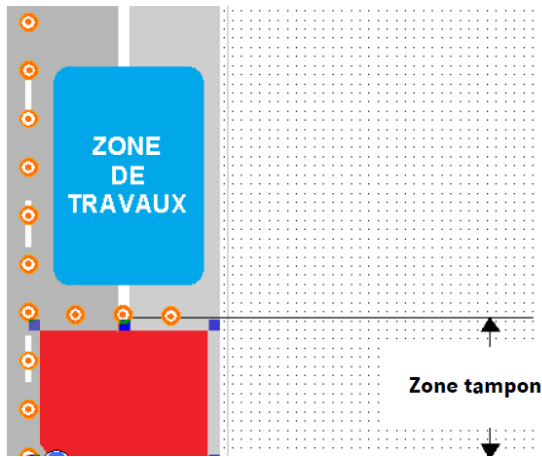
Le gardiennage consiste à :

- Contrôler la position correcte des différents panneaux et balises composant la signalisation du chantier ;
- Remettre en ordre tout signal accidentellement déplacé ;
- Donner l'alerte en cas d'accident de la circulation se produisant dans la section de chaussée intéressée par la présence du chantier (N° CIGT : 03 20 41 49 50) ;
- Donner l'alerte en cas d'avarie survenue au matériel de signalisation et à la remise en ordre immédiate de ladite signalisation.

Article 4.4. Article 4.4 – Balisage de la zone de chantier

Afin de protéger les ouvriers qui évoluent dans la zone de travaux, une zone tampon dont la fin est matérialisée par une rangée de cônes est créée entre la zone de travail et le biseau ou la FLR de position en cas de chantier fixe.

¹⁶ - Des prescriptions plus restrictives ou plus précises peuvent être indiqué dans le cadre d'un marché notamment dans la notice d'exploitation sous chantier



En cas de chantier fixe signalé par FLR, chaque FLR doit rester attelée au véhicule tracteur sauf dans le cas où le véhicule est équipé d'un système automatisé d'attelage et dételage.

Par ailleurs, les véhicules tracteurs ne doivent pas faire l'objet de lestage (ex : Poids lourd ampliroll avec benne chargée)

La FLR d'avertissement doit être visible selon les critères définis par l'I.I.S.R. 8ème partie.

CHAPITRE 5 - CHAPITRE 5 – CONSIGNES RELATIVES AUX INTERVENTIONS SOUS CIRCULATION

Article 5.1. Article 5.1 – Consignes générales

Nous vous rappelons les consignes simples, parfois oubliées ou mal appliquées ;

- Respecter la zone tampon de 50 mètres entre le début de la neutralisation et la zone de chantier puis limiter autant que possible votre intrusion dans cette zone ;
- Ne pas rester dans un véhicule à l'arrêt, hors neutralisation, sur bande d'arrêt d'urgence ou dans les véhicules assurant une signalisation de chantier fixe (FLR)
- Toujours regarder dans le rétroviseur avant de s'extraire de son véhicule côté conducteur, privilégier la sortie côté passager lorsque cela est possible ;
- Être vigilant lorsque vous souhaitez remonter dans votre véhicule, privilégier le passage par le côté passager lorsque cela est possible ;
- Dans le cadre des chantiers sous signalisation par flèches lumineuses de rabattement (FLR), qu'elle soit mobile ou fixe, vérifier le respect des distances de visibilité¹⁷ avec l'aide du Centre d'Entretien et d'Intervention (carte des zones d'ombres).

Ces consignes, dont la liste n'est pas limitative, pourront être modifiées ou complétées au cours des travaux.

Article 5.2. Article 5.2 – Consignes particulières en relation avec les travaux à réaliser

Les consignes particulières visées aux articles 1.1 et 2.1 du présent fascicule porteront notamment sur :

- Les horaires et les périodes de travail ;
- Les conditions de mise en œuvre de la signalisation temporaire de chantier ;
- Les zones d'ombres du réseau (distances de visibilité en cas d'utilisation de FLR) ;
- Les conditions d'entrées et de sorties de la zone du chantier ;
- Le gardiennage, notamment l'effectif des agents de l'entreprise affectés à cette tâche et la périodicité de passage ;
- L'utilisation des accès de service le cas échéant ;
- Les conditions de circulation des véhicules lents ou non immatriculés ;
- Les interruptions de circulation ou de chantier en cas d'incident ou accident ;
- La nécessité d'établir un plan de prévention écrit et co-signé ou un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

CHAPITRE 6 - CHAPITRE 6 – ACCIDENT

Article 6.1. Article 6.1 – Je suis témoin d'un accident de circulation

Si vous êtes témoin d'un accident :

Alertez, ou faites alerter, faites le 115 ou appeler le CIGT au 03 20 41 49 50

Soyez extrêmement vigilant, ne vous exposez pas inutilement, et gardez votre calme.

¹⁷ - la FLR d'approche doit être visible à 400m à 130Km/h, 300m à 110 Km/h, 200m à 90Km/h ou 70Km/h, lorsque les conditions de visibilité ne sont pas remplies, la première flèche lumineuse KR43 doit être visible à une distance minimum de 300m pour 130 km/h et 200m pour 110km/h et 90Km/h en ajoutant une signalisation d'approche en amont sur la BAU à 300m du dispositif d'avertissement

Article 6.2. Article 6.2 – Accidents matériel sur balisage (fixe ou mobile) ou sur véhicule de chantier

À des fins statistiques, tout accident ayant des conséquences matérielles (collision du biseau, d'une FLR, d'un véhicule de chantier) doit être signalé au gestionnaire de réseau concerné.

Article 6.3. Article 6.3 – Accident du travail

L'Entrepreneur doit informer le gestionnaire du réseau concerné de toute survenance d'accident du travail ayant des conséquences grave pour l'un de ses salariés.

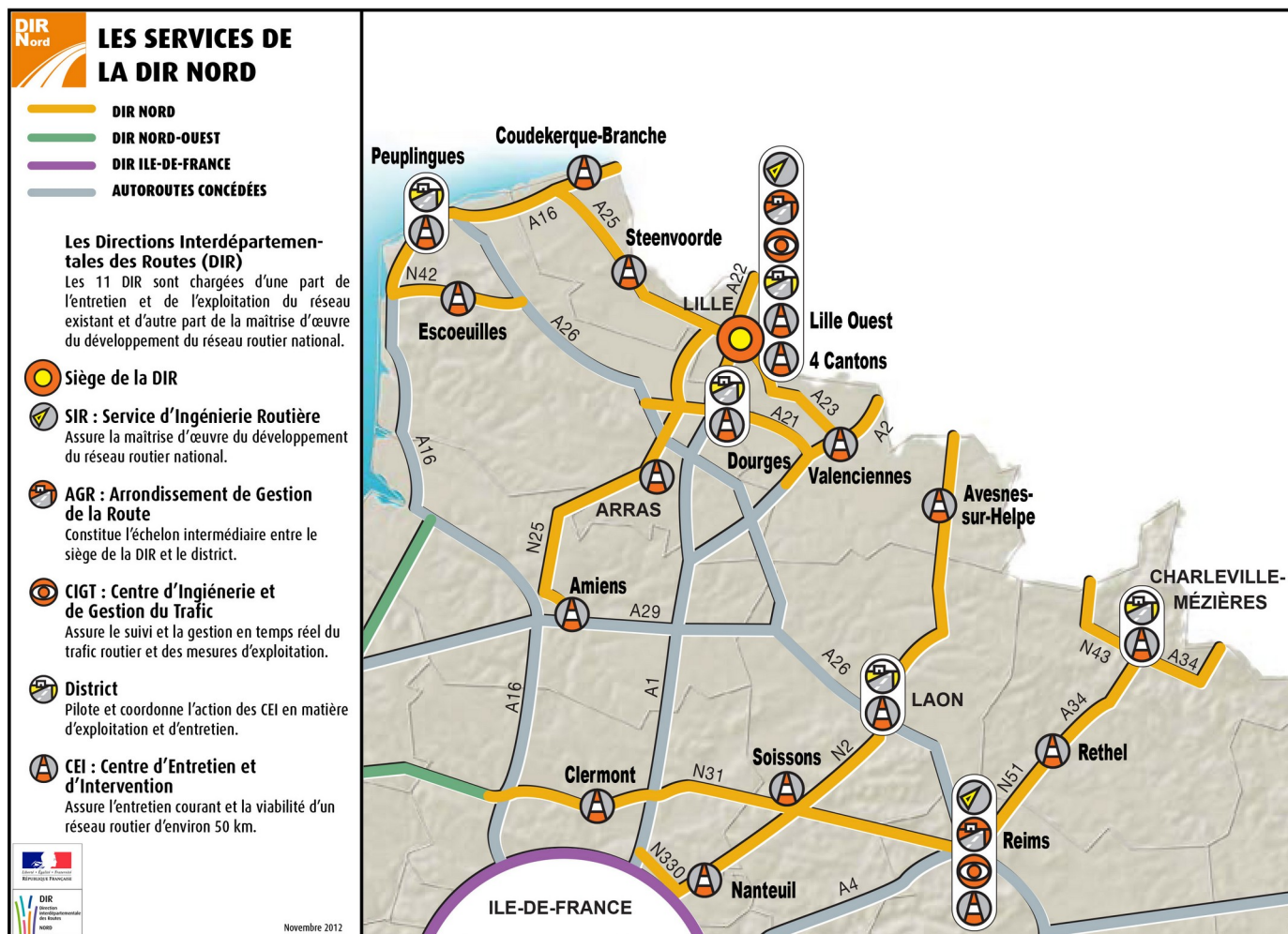
CHAPITRE 7 - CHAPITRE 7 – PRISE EN COMPTE DU PRÉSENT FASCICULE

Lu et accepté par l'entrepreneur,
paraphé sur chaque page,
soussigné,

A _____, le

(signature + cachet)

CHAPITRE 8 - ANNEXE 1 : CARTE DES SERVICES DE LA DIR NORD



Adresses des services :

[DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES NORD :](#)



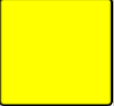
44 Ter rue Jean-Bart
CS-20 275
59 019 Lille Cedex

Organigramme de la DIR Nord : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr/organigramme-r44.html>

CIGT : 03 20 41 49 50

CHAPITRE 9 - ANNEXE 2 : CARACTÉRISTIQUES DES PANNEAUX

Dimensions des principales gammes

Gamme	Grande	Normale	Petite
	1250 mm	1000 mm	700 mm
	1050 mm	850 mm	650 mm
	900 mm	700 mm	500 mm

Emploi des principales gammes

Gamme	Grande	Normale	Petite
Routes Bidi- rectionnelles	Possible	OUI	non
Routes à Chaussées séparées	OUI	Possible sur TPC	non
Voirie urbaine	non	OUI	Rues étroites

Tous les panneaux seront :

- rétro réfléchissant de classe 2,
- certifiés NF.

CHAPITRE 10 - ANNEXE 3 : LISTE DES PERSONNELS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER

Nom – Prénom Qualité	Véhicule Immatriculation	Autorisation de conduite de véhicule	
		Permis valide	CACES valide
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____
			R372 cat : _____ R386 type : _____ R389 cat : _____ R390 : _____

R372 : Engins de chantiers / R386 : Nacelles élévatrices / R389 : chariots automoteurs / R390 : grue auxiliaire